agenzia fides
Fondata nel 1927
Organo di informazione delle Pontificie Opere Missionarie
http://www.fides.org

ASIE/SRI LANKA - Requête des ONG à l'ONU : le Président Rajapaksa doit répondre des violations des droits de l'homme

Colombo (Agence Fides) – Vérifier les responsabilités à propos des violations des droits de l'homme et des crimes de guerre commis au cours de la dernière phase de la guerre civile qui a eu lieu au Sri Lanka et, dans ce cadre, promouvoir les actions nécessaires afin que le Président du Sri Lanka, Mahinda Rajapaks, soit appelé à répondre de ses actes. C'est ce que demande – à la veille de la Journée internationale de la paix, célébrée par l'ONU le 21 septembre – un vaste groupe d'associations pour la défense des droits de l'homme et ce dans une lettre ouverte adressée au Conseil de l'ONU pour les Droits de l'homme de Genève.
Parmi plus de 60 ONG qui ont signé la missive, envoyée à l'Agence Fides, il s'en trouve qui sont particulièrement actives en Asie, comme l'Asian Forum for Human Rights and Development (FORUM-ASIA), qui rassemble 46 organisations sur le continent. Sont en outre présentes les grandes associations internationales telles qu'Amnesty International, Human Rights Watch, la Fédération internationale des Droits de l'homme (FIDH), ainsi que des ONG d'inspiration chrétienne comme « Pax Romana ».
Les ONG rappellent qu'au cours de ces deux dernières années, le gouvernement de Colombo et l'ONU ont convenu de la nécessité de vérifier les responsabilités en ce qui concerne les crimes de guerre. En avril 2011, un groupe d'experts nommé par l'ONU a recommandé d'ouvrir une enquête indépendante et approfondie. Le gouvernement sri lankais a institué la « Lessons Learnt and Reconciliation Commission » (LLRC) qui devrait être un organisme préposé à aider la justice. Les ONG invitent donc le gouvernement de Colombo à être présentes à la session du Conseil de l'ONU pour les Droits de l'homme qui se tiendra en mars 2012 afin d'exposer les résultats de ce travail.
Le Père Rohan Silva, des Oblats de Marie Immaculée (OMI), Directeur du « Centre for Society and Religion » de Colombo explique à Fides : « Le fait de vérifier les responsabilités en ce qui concerne les crimes de guerre commis au cours de la guerre civile est une question ouverte au Sri Lanka et un vrai problème pour la société et le monde politique. Il y a une forte pression internationale et de la part des mouvements de défense des droits de l'homme. Ce qui est avant tout nécessaire est la clarté. Il faut charger un organisme impartial de mener une enquête indépendante. Le gouvernement devrait offrir cette possibilité. Ainsi, les responsabilités pourraient être établies de manière précise ». Le missionnaire poursuit : « Cela constituerait un progrès important en vue de la réconciliation du pays. Il existe encore des blessures ouvertes. Il est temps pour les gens de manifester leurs sentiments, d'ouvrir leurs cœurs et de se rencontrer pour construire la réconciliation à long terme. Nous travaillons actuellement dans cette direction ». Les missionnaires OMI participent demain, 21 septembre, à des manifestations pacifiques et à des rencontres à Jaffna et à Vavuniya, organisées dans le cadre de la Journée internationale de la paix afin d'exprimer le désir et l'engagement en faveur de la paix et de la réconciliation au Sri Lanka. (PA) (Agence Fides 20/09/2011)

I contenuti del sito sono pubblicati sotto Licenza Creative Common - http://creativecommons.org/licenses/by/3.0/deed.it